

## INDONÉSIE

Au moins six étudiants abattus : jusqu'où iront les forces de sécurité ?

Index AI : ASA 21/44/98

La mort d'au moins six étudiants, abattus aujourd'hui par les forces de sécurité indonésiennes au cours d'une manifestation dans l'ouest de Djakarta, montre une fois encore jusqu'où le gouvernement est prêt à aller pour bâillonner le mouvement de protestation étudiant, a déclaré ce jour (mardi 12 mai 1998) Amnesty International.

« De tels actes ne relèvent plus du maintien de l'ordre, ce sont des marques de mépris pour la vie humaine », a souligné l'Organisation. Les coups de feu ont été tirés aux alentours de 17 h 30, à l'université de Trisakti, dans l'ouest de Djakarta, en Indonésie. Des milliers d'étudiants avaient organisé juste devant l'université une manifestation pacifique qui a dégénéré lorsque certains d'entre eux ont commencé à frapper un membre des forces de sécurité vêtu en civil. D'après les informations recueillies, la police a alors commencé à tirer à balles réelles, à utiliser des gaz lacrymogènes et à charger les étudiants matraque au poing. Il semblerait également que des coups de feu aient été tirés à partir de véhicules des forces de sécurité ainsi que de bâtiments voisins. Des témoins auraient vu des policiers braquer leurs fusils sur des étudiants en fuite. Au moins six manifestants ont été abattus et certaines sources font état de pas moins de 15 morts. En outre, au moins 10 personnes ont été blessées, certaines grièvement, et sont actuellement soignées dans un hôpital tout proche.

Cette fusillade est intervenue alors même qu'Amnesty International lançait un appel — dont une version rédigée dans la langue nationale sera diffusée demain en Indonésie — aux ABRI (forces armées), les exhortant à faire preuve de modération. D'après les informations recueillies à la suite des émeutes et des manifestations de ces dernières semaines, les forces de sécurité ont en effet fréquemment employé la force de manière abusive, voire eu recours à la force meurtrière.

Les forces de sécurité indonésiennes sont tristement célèbres pour leurs méthodes de répression des mouvements de protestation, qu'ils soient pacifiques ou violents, recourant fréquemment à un usage excessif de la force physique, plutôt qu'à des techniques acceptables de contrôle des foules, pour disperser les rassemblements et les manifestations.

« Les gouvernements qui ont assuré la formation militaire et l'équipement des forces de sécurité indonésiennes, tout en sachant fort bien quel traitement avait été réservé aux protestataires par le passé, doivent assumer leur part de responsabilité dans les événements tragiques d'aujourd'hui, a affirmé Amnesty International.

« Les homicides qui ont eu lieu à l'université de Trisakti soulignent l'urgente nécessité pour la communauté internationale d'apporter son soutien aux Indonésiens qui font campagne en faveur de réformes destinées à protéger les droits fondamentaux de la personne humaine, notamment le droit à la vie, a ajouté l'Organisation. Il faut réagir maintenant, sans attendre que d'autres vies humaines aient été tragiquement sacrifiées. »

Amnesty International appelle les autres gouvernements à condamner ces homicides, ainsi qu'à demander instamment aux autorités indonésiennes d'ordonner sans délai aux forces de sécurité d'éviter d'employer la force ou les armes à feu, et d'ouvrir une enquête immédiate, impartiale et exhaustive sur les événements d'aujourd'hui.

Les observateurs chargés de veiller au respect des droits humains, les familles des victimes et les témoins ne doivent être ni harcelés, ni intimidés, et les autorités ne doivent prendre aucune mesure susceptible d'entraver l'enquête approfondie et impartiale qui s'impose dans le cadre de cette affaire, a conclu l'Organisation.

**Pour obtenir un exemplaire de l'appel adressé par Amnesty International aux forces armées, veuillez contacter l'équipe de recherche au : 44 171 413 5561 / 5658, ou le Service de presse au : 44 171 413 5566 / 5810.**

---

Ligne RNIS disponible.